



Garantir à toutes et tous le droit aux vacances

Lutte contre un facteur d'inégalités
sociales et d'exclusion

21 juillet 2025



Table des matières

INTRODUCTION	3
CONSTATS : PRIVATION DE VACANCES, UN FACTEUR D'INÉGALITÉS SOCIALES ET D'EXCLUSION	4
LES VACANCES : QUELQUES CHIFFRES	4
LES VACANCES : UN MARQUEUR SOCIAL	4
LA PRIVATION DE VACANCES : UNE CAUSE D'EXCLUSION	4
LES BIENFAITS CONSTATÉS DES VACANCES	5
D'AUTRES IMPACTS POSITIFS	5
DES INITIATIVES POUR PALLIER LE NON-DÉPART EN VACANCES	5
DES FREINS MULTIPLES AUX DÉPARTS EN VACANCES	6
LE PREMIER FREIN AUX DÉPARTS EN VACANCES EST FINANCIER	6
LES AUTRES FREINS	6
NOS PRÉCONISATIONS POUR AGIR	7
LA RECONNAISSANCE DU DROIT AUX VACANCES POUR TOUTES ET TOUS	7
LES INITIATIVES À METTRE EN ŒUVRE POUR FAVORISER LE DÉPART EN VACANCES DE CELLES ET CEUX QUI N'Y ONT PAS ACCÈS	7
Créer un guichet unique d'informations des aides aux vacances	7
Conforter le statut, les missions et la position centrale de l'ANCV	8
Encourager et conforter l'accès aux vacances pour les jeunes	8
Inscrire la question du droit et de l'accès aux vacances dans les formations	9
Soutenir une offre d'hébergements touristiques de qualité respectant les objectifs environnementaux et à tarif adapté	9



INTRODUCTION

« Les vacances, les voyages, c'est pour les riches. Nous aussi, on veut des rêves, partir en vacances. On a le droit de vivre, de respirer comme tout le monde. Les gens ne s'imaginent pas qu'on est humilié de ne pas réaliser ses rêves. Les vacances, c'est réaliser ses rêves. »

Entendue dans les lieux d'accueil de nos organisations, cette expression résume une réalité trop peu prise en compte dans les politiques publiques. Aujourd'hui en France, près de 40 % de la population ne part pas en vacances chaque année. Derrière ce chiffre, ce sont des millions de femmes, d'hommes, d'enfants, de familles entières qui vivent une privation aux conséquences profondes. Car les vacances ne sont pas un luxe, elles sont un droit, une respiration nécessaire, un temps d'épanouissement, de lien, de reconstruction. Elles permettent à chacune et à chacun de se ressourcer, de retrouver confiance, de renforcer les liens familiaux, d'élargir ses horizons.

Pourtant, ce droit reste inégalement réparti et fortement conditionné par le niveau de vie, le statut professionnel, la situation familiale, l'état de santé et le handicap ou encore le territoire d'habitation. Ne pas partir en vacances, c'est être renvoyé à une forme d'exclusion sociale silencieuse, souvent honteuse, mais bien réelle. C'est vivre en rupture avec les autres, notamment pour les enfants, dès le jour de la rentrée scolaire. C'est aussi être privé des bienfaits physiques, psychologiques, sociaux et culturels que procurent les vacances.

Ce plaidoyer du Pacte du pouvoir de vivre "pour garantir à toutes et tous le droit aux vacances" propose un état des lieux précis de cette inégalité persistante, met en lumière les freins multiples qui empêchent les départs en vacances et avance des préconisations concrètes pour construire une véritable politique publique du droit aux vacances pour toutes et tous. Car garantir l'accès aux vacances, c'est affirmer une société telle que la conçoit le Pacte du pouvoir de vivre : plus juste, plus solidaire, plus humaine.

CONSTATS : PRIVATION DE VACANCES, UN FACTEUR D'INÉGALITÉS SOCIALES ET D'EXCLUSION

Les vacances : quelques chiffres

La propension à partir en vacances est fortement corrélée au niveau de revenus. Depuis trente ans, le taux de départ en vacances en France est malheureusement relativement stable. Selon l'Insee, il était de 61 % en 1989 et s'établit à environ 60 % en 2023, d'après le CRÉDOC. Cela signifie qu'environ 40 % de la population (31 millions de personnes) ne part pas en vacances chaque année. Pour les familles à faibles revenus, les salariés pauvres, la situation est encore plus difficile : 58 % des personnes dont le niveau de vie est inférieur à 1 285 euros par mois ne sont pas partis en vacances au cours des douze derniers mois en janvier 2024¹.

Avoir un travail n'est pas la garantie de pouvoir partir en vacances, plus particulièrement pour les salariés pauvres, les salariés précaires, les salariés ne disposant pas d'un CSE (conseil social et économique) ou, pour les agents publics, d'un comité des œuvres sociales/comité d'action sociale.

La situation est identique pour les personnes en situation de chômage avec une faible indemnisation ou sans droit, ainsi que pour les personnes avec de petites pensions de retraite.

Enfin, ce taux de non-départ en vacances est encore plus élevé parmi les familles, les jeunes, les seniors, les personnes isolées, en situation de handicap, vivant dans une très grande précarité. Beaucoup ne sont jamais parties et n'y songent même pas.

Les vacances : un marqueur social

Les vacances rythment la vie sociale comme en témoignent les chroniques à l'approche ou pendant les vacances scolaires: publicités et reportages sur des lieux de villégiature, météo des plages, etc.

Aussi la privation de vacances est un facteur d'exclusion et de repli sur soi. Celles et ceux qui ne peuvent partir éprouvent un sentiment de relégation, d'être des citoyens, des enfants "pas comme les autres".

L'absence des vacances a aussi des impacts négatifs sur la vie professionnelle, sociale et familiale².

La privation de vacances : une cause d'exclusion

67% des personnes ayant déjà renoncé à partir en vacances d'été lors de ces cinq dernières années disent avoir ressenti de la frustration et un manque, 56% déclarent ne pas avoir parlé à leurs proches des raisons de leur non-départ et 11% déclarent même avoir dit à leur entourage qu'ils étaient partis en vacances alors que ce n'était pas le cas.

Ce sentiment de « honte » concernant l'incapacité financière de partir en vacances est d'ailleurs particulièrement marqué au sein des catégories les plus modestes de la population : 65% des Françaises et des Français dont le revenu par personne du foyer est inférieur à 900 euros ont ainsi déjà caché les raisons de leur non-départ en vacances.

Ne pas partir en vacances pour raison financière semble encore plus inavouable lorsque des enfants sont présents dans la famille: pas moins de 67% des Français renonçant aux vacances d'été pour raison financière et, ayant deux enfants de moins de quatorze ans dans leur famille, ont caché à leurs proches les raisons de leur non-départ. Le jour de la rentrée, ce sont plusieurs millions d'élèves et de collégiens qui se sentent exclus de ce moment merveilleux où l'on raconte son été et ses découvertes³

1 Crédoc – Données janvier 2024 – © Observatoire des inégalités

3 Ibid

2 « Les inégalités face au départ en vacances » Sondage Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et l'Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air 2023.

Les bienfaits constatés des vacances

Tous les témoignages, les récits reçus par les associations et les divers acteurs qui concourent à l'organisation de départs en vacances ainsi que plusieurs études et recherches, confirment que ces temps sont essentiels pour toutes et tous et singulièrement pour celles et ceux vivant des situations difficiles. Elles contribuent au bonheur. Ainsi ces temps de vacances permettent, par exemple :

- De reprendre son souffle, de se reposer, de pratiquer des activités sportives, culturelles, de passer des moments privilégiés avec ses enfants, des amis, de faire des découvertes.
- De recouvrir une confiance en soi, de sortir de l'isolement, de l'exclusion.
- De renforcer des liens intra familiaux parfois distendus ou compliqués par des moments privilégiés. Pour les familles dont les enfants sont placés, ces temps de vacances sont l'occasion de renouer des liens, de retrouver sa confiance de parents et parfois de trouver la force de regagner leur garde.
- De reprendre des forces et retrouver une nouvelle dynamique pour se soigner, se former, retrouver un travail, un logement ; de manière générale, les vacances ont un impact sur la santé de celles et ceux qui en ont⁴.
- De découvrir le patrimoine naturel et culturel.

4 D'après Bryce Hruska, professeur assistant à l'université de Syracuse et auteur principal d'une étude sur le sujet : « Les personnes qui ont pris des vacances plus fréquemment sur une année ont moins de risques de développer des symptômes métaboliques contribuant aux maladies cardio-vasculaires ».

D'autres impacts positifs

Les vacances jouent un rôle crucial dans le développement de l'économie locale et de l'emploi ; les recettes fiscales générées par le tourisme peuvent être utilisées pour améliorer les infrastructures locales, les services publics, etc.

Les vacances ont aussi un impact positif sur la citoyenneté et la cohésion sociale. Par le biais d'activités diverses et variées, d'échanges culturels, de rencontres nouvelles, les vacances contribuent à construire une société plus unie et harmonieuse et à lutter contre la discrimination sociale. Les vacances sont une base de la citoyenneté.

Des initiatives pour pallier le non-départ en vacances

Pour pallier la privation de séjours en vacances pour leurs habitants, de nombreuses collectivités locales aménagent aujourd'hui des espaces ludiques ou récréatifs⁵ pendant l'été. Des associations organisent aussi des journées à la mer ou des sorties ponctuelles. Aussi attrayantes soient-elles, ces initiatives ne peuvent se substituer à un vrai séjour en vacances⁶, éloigné du domicile ou de l'environnement quotidien.

De nombreux CSE pour les salariés du privé (et des comités des œuvres sociales ou équivalent pour les agents du secteur public) développent des actions pour favoriser les départs en vacances. Ces initiatives méritent d'être confortées et amplifiées pour élargir le nombre de salariés concernés et freiner l'augmentation des non-départs.

De nombreuses associations agissent au quotidien auprès des familles et des personnes vivant des situations sociales et économiques dégradées pour les accompagner vers des projets de vacances. Leur proximité avec les personnes ainsi que la nature de l'accompagnement déployé par ces associations leur permettent d'identifier les multiples freins aux départs en vacances et de formuler des préconisations pour les pallier

5 Rapport du HCFEA ["Quelle place pour les enfants dans les espaces publics et la nature ? Éducation, santé, environnement Novembre 2024"](#)

6 L'OMT (organisation mondiale du tourisme) ainsi que l'INSEE qualifient de vacances un séjour comportant au moins 4 nuits consécutives hors du domicile.

DES FREINS MULTIPLES AUX DÉPARTS EN VACANCES

Le premier frein aux départs en vacances est financier

C'est le niveau de vie qui détermine la possibilité de partir. La faiblesse des revenus de nombreux retraités et salariés, la stagnation des niveaux de vie ainsi qu'une précarisation accrue de l'emploi concourent à l'augmentation du taux de non-départ en vacances ces dernières années.

Certains de ces freins sont levés par les services sociaux, un CSE ou les associations. Toutefois, il est nécessaire de prendre des mesures plus structurelles, à travers l'action publique pour réellement garantir un droit aux vacances.

Par ailleurs, la hausse des prix dans le secteur de l'hébergement touristique et du transport est un phénomène qui participe à ce que de nombreuses familles et personnes ne puissent partir en vacances. S'y ajoute, pour les personnes en situation de handicap, la non-prise en compte des surcoûts liés à leur état.

Les autres freins

- L'accès aux vacances qui est souvent perçu comme illégitime pour les personnes sans emploi, en grande précarité... Ce blocage est conforté par le fait que partir en vacances est encore trop associé à un emploi, aux congés payés.
- L'inégal accès aux transports en fonction des territoires.
- Le manque de transports adaptés et d'accessibilité des infrastructures touristiques aux personnes en situation de handicap.
- Le manque de communication des institutions et la méconnaissance des dispositifs d'aides aux vacances par les familles et les personnes et les travailleurs sociaux.
- La mobilisation insuffisante des CSE de certaines entreprises qui ne jouent pas suffisamment leur rôle de détection des non-départs en vacances et d'incitation à partir.
- Le manque de continuité des soins et d'accompagnement sur le lieu de vacances.

NOS PRÉCONISATIONS POUR AGIR

La reconnaissance du droit aux vacances pour toutes et tous

Donner une assise juridique à une véritable politique publique des vacances.

La reconnaissance législative du droit aux vacances pour tous induira des politiques publiques et un cadre financier pour être mis en œuvre efficacement. À cette fin, les pouvoirs publics auront pour mission d'agir activement pour que les vacances deviennent un droit accessible à toutes et tous indépendamment de la situation professionnelle, économique et sociale.

L'article 111.1 du code du tourisme qui indique que « L'État, les régions, les départements et les communes sont compétents dans le domaine du tourisme et exercent ces compétences en coopération et de façon coordonnée », pourra aussi être modifié en mentionnant le domaine du droit aux vacances. La mobilisation de tous (Pouvoirs publics, Collectivités, Associations, Syndicats, Fondations) est nécessaire.

Les initiatives à mettre en œuvre pour favoriser le départ en vacances de celles et ceux qui n'y ont pas accès

Disposer d'une photographie complète sur l'effectivité du départ en vacances comprenant la mesure des personnes qui en sont exclues

La statistique publique permettra d'identifier les personnes qui ne partent pas en vacances et de mieux comprendre les inégalités économiques et sociales, ainsi que d'informer les institutions publiques afin de répondre aux besoins de la population.

Créer un guichet unique d'informations des aides aux vacances

Les aides financières aujourd'hui existantes sont éclatées en plusieurs dispositifs et institutions. Outre les

inégalités d'accès et de traitement que cette situation engendre, les aides financières sont trop souvent méconnues des ayants droits et des professionnels (travailleurs sociaux, agents publics, magistrats, etc.).

La création d'un guichet unique est nécessaire. Ce guichet unique aura vocation à centraliser les informations relatives aux aides existantes pour faciliter les départs en vacances. Il sera accessible aux services publics et aux associations ainsi qu'aux citoyens. Outre un accès numérique, des points d'informations physiques seront mis en place (CCAS, mairies, Maison France Services, etc.).

Assurer l'égalité d'accès et de traitement des allocataires des CAF et augmenter les budgets dédiés aux vacances

Nous constatons une hétérogénéité des pratiques des CAF concernant les critères d'éligibilité et les conditions d'accès aux dispositifs vacances, celles-ci pouvant aboutir à des inégalités de traitement entre les allocataires. Par ailleurs l'insuffisance des budgets des CAF dédiés aux vacances conduit parfois à priver d'aides les familles qui pourraient y prétendre

Une harmonisation par le haut des dispositifs et des règles d'attribution des aides aux vacances ainsi qu'une augmentation des budgets dédiés aux vacances sont nécessaires afin que tous les allocataires remplissant les conditions d'accès à ces aides puissent les percevoir.

Augmenter le nombre de personnes bénéficiant des chèques vacances

Créée en 1982, l'Agence nationale des chèques-vacances (ANCV) permet à 4,8 millions⁷ de salariés des secteurs publics et privés de bénéficier de chèques-vacances, co-financés par le salarié et son employeur avec le soutien d'exonérations sociales et fiscales⁸.

Pour les travailleurs, les CSE (salariés du privé), les comités des œuvres sociales ou équivalent (agents du secteur public) et les employeurs des TPE qui ne disposent pas de CSE doivent pouvoir permettre l'accès

7 Moyenne sur 3 ans de 2022 à 2024 (source : ANCV)

8 Articles L 411-5 et L 411-6 du Code du Tourisme

aux chèques vacances⁹. Particulièrement, pour les salariés qui n'ont pas les moyens de partir, une augmentation significative de leurs dotations pour les actions sociales et culturelles est indispensable.

Pour les personnes éloignées de l'emploi non-inscrites à France Travail, une extension du recours aux chèques vacances est nécessaire au sein des collectivités territoriales. Il en va de même au sein des caisses de retraite comme cela existe déjà, par exemple, pour ceux relevant de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL).

Pour celles et ceux inscrits à France Travail, il sera utile d'examiner les conditions dans lesquelles ils pourraient obtenir des aides aux départs en vacances.

Pour les personnes qui ne peuvent, pour diverses raisons, prétendre aux dispositifs existants, il sera nécessaire d'augmenter le budget dédié aux programmes d'action sociale de l'Agence nationale pour les chèques-vacances (ANCV).

Conforter le statut, les missions et la position centrale de l'ANCV

Conformément à sa mission sociale, l'ANCV affecte une grande partie de ses excédents de gestion à l'autofinancement de ses programmes d'action sociale.

Le monopole de l'ANCV sur l'émission des chèques vacances est régulièrement remis en cause et attaqué. Or, l'ANCV, conformément à sa mission de service public, intègre aujourd'hui ses contributions dans un modèle circulaire et vertueux, en phase avec les valeurs solidaires, redistributives et humanistes que nous portons. De plus, au travers de la dématérialisation des chèques vacances, des entreprises se sont lancées de façon lucrative à la conquête de ce qui ne doit pas être considéré comme un marché mais comme un outil pour permettre l'accès aux vacances de toutes et de tous.

Il est nécessaire de :

- Conforter le statut et l'intégralité des missions de l'ANCV.
- Faire évoluer la législation pour mieux définir le cadre des aides aux vacances, et notamment éviter de détourner les usages initiaux de ces aides comme le permettent certaines cartes de paiement. Les CSE (et équivalents) sont garants d'une mission historique et sociale

essentielle pour que les dispositifs d'aide qu'ils proposent soient utilisés pour des finalités qui sont celles des chèques-vacances, à savoir renforcer la capacité réelle des personnes à accéder aux vacances et, pour de nombreuses personnes, sortir de l'isolement et se réinsérer socialement.

- Examiner les conditions dans lesquelles le secteur associatif des acteurs de lutte contre l'exclusion pourrait être représentés au sein du conseil d'administration de l'ANCV.
- Simplifier l'accès aux dispositifs de l'ANCV (constitution des dossiers, contrôle de l'effectivité des séjours et des dépenses...)

Encourager et conforter l'accès aux vacances pour les jeunes

Une partie de la jeunesse n'a jamais eu l'opportunité de partir, enfant, en vacances avec ses parents. L'absence d'expériences de vacances peut mener à une appréhension face à l'idée même de partir.

Ainsi, les jeunes qui n'ont jamais quitté leur environnement habituel peuvent ressentir une anxiété liée à l'idée de voyager, de rencontrer de nouvelles personnes, ou d'affronter des situations inconnues. Or, l'enfermement, qu'il soit physique ou psychologique, peut avoir de graves répercussions sur le bien-être des jeunes.

Il est essentiel de développer des initiatives pour permettre à ces jeunes de partir en vacances, telles que :

- Des campagnes de sensibilisation au droit aux vacances vers et avec les jeunes les plus vulnérables.
- Des partenariats avec les collectivités locales, les associations pour identifier les jeunes qui ne partent jamais en vacances et les accompagner dans un projet vacances pour leur offrir la possibilité de découvrir le monde qui les entoure.

⁹ Mise en œuvre Article L411-1 du Code du Tourisme - 2019

Inscrire la question du droit et de l'accès aux vacances dans les formations

Les travailleurs sociaux, agents publics, magistrats, syndicats et élus des CSE ne sont pas suffisamment sensibilisés à l'intérêt d'un séjour en vacances et en mésestime souvent tous les bienfaits.

Le pacte du pouvoir de vivre préconise d'intégrer des modules consacrés aux vacances dans les programmes des formations initiales et continues des professionnels et des temps de formation pour les représentants des syndicats dans les instances paritaires ainsi que les élus des CSE pour que l'accès aux vacances soit réellement intégré et accompagné sur le terrain.

Ces temps de formation pourraient offrir l'opportunité d'une meilleure appréhension de ce que vivent, ressentent et souhaitent les personnes vivant des situations sociales et économiques dégradées et faire des vacances un levier de transformation sociale.

Soutenir une offre d'hébergements touristiques de qualité respectant les objectifs environnementaux et à tarif adapté

Le tourisme est un élément important pour l'aménagement du territoire. L'État peut ainsi jouer un rôle majeur pour permettre au plus grand nombre d'accéder aux vacances. De plus, les acteurs du tourisme sont confrontés à la nécessité d'adapter leurs hébergements pour faire face aux défis de la transition écologique. Une politique d'aide au patrimoine de tous les hébergements et accessibles aux personnes en situation de handicap et leur famille ainsi qu'une évolution des règles des minimis européens¹⁰ sont nécessaires en particulier pour soutenir les structures développant des tarifs adaptés au plus grand nombre.

Les initiatives des acteurs du Tourisme (villages de vacances, campings, et autres hébergements...) ainsi que d'autres acteurs privés (Fondations notamment) visant à soutenir l'accès aux vacances du plus grand nombre à des tarifs adaptés doivent être soutenus et valorisés. La Responsabilité sociale des entreprises peut être un levier complémentaire de l'action publique.

¹⁰ Règle européenne qui instaure des aides publiques d'un maximum de 300 000€ sur une période de 3 années glissantes.

Faciliter l'accès à la mobilité

La mobilité reste un frein important pour l'accès aux vacances de toutes et de tous. Les tarifs des trains, des péages, l'absence de véhicule ou un véhicule vétuste ne permettant pas de longs déplacements sont autant d'obstacles. S'y ajoute aujourd'hui, la digitalisation des titres de transports qui devient un mode exclusif et qui n'est pas accessible à toutes et tous compte tenu d'une fracture numérique bien réelle et souvent ignorée.

Il serait bénéfique de mettre en place un ticket mobilité durable à travers une formule d'abonnement aux transports collectifs, en s'inspirant de ce qui a été mis en place en Allemagne¹¹ et dont les premiers retours d'expériences confirment la pertinence environnementale et sociale. Ce ticket pourrait être intégralement pris en charge, sous conditions de ressources, sur certaines périodes de congés.

¹¹ <https://www.novethic.fr/actualite/energie/mobilite-durable/isr-rse/l-allemande-lance-un-abonnement-illimite-a-petit-prix-pour-encourager-le-train-dans-tout-le-pays-151453.html>

Créé en 2019, le Pacte du Pouvoir de Vivre est un collectif de 63 organisations parmi les plus reconnues de la société civile organisée française, aussi diverses dans leur statut (associations, fondations, ONG, syndicat, mutuelles,...) que dans leurs domaines d'action – environnement, lutte contre la pauvreté, logement, travail, jeunesse, ESS, migration... Cette alliance inédite agit afin que les questions sociales, environnementales et démocratiques, qui sont indissociables, soient prises en compte dans les décisions politiques et dans le débat public au niveau local et national.

<https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/>

